

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

## COUR D'ARBITRAGE

[2005/201226]

Extrait de l'arrêt n° 83/2005 du 27 avril 2005

Numéro du rôle : 3282

*En cause* : le recours en annulation des articles 66, 68 et 74 du livre Ier du Code de l'environnement (article 1<sup>er</sup> du décret de la Région wallonne du 27 mai 2004), introduit par l'a.s.b.l. Inter-Environnement Wallonie.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge faisant fonction de président P. Martens, du président A. Arts, et des juges R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge P. Martens, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 décembre 2004 et parvenue au greffe le 29 décembre 2004, un recours en annulation des articles 66, 68 et 74 du livre Ier du Code de l'environnement (article 1<sup>er</sup> du décret de la Région wallonne du 27 mai 2004) (publié au *Moniteur belge* du 9 juillet 2004) a été introduit par l'a.s.b.l. Inter-Environnement Wallonie, dont le siège social est établi à 5000 Namur, boulevard du Nord 6.

Le 26 janvier 2005, en application de l'article 72, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les juges-rapporteurs R. Henneuse et E. Derycke ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de rendre un arrêt de réponse immédiate.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les dispositions en cause sont libellées comme suit :

Article 66 :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 42 et 50 du CWATUP, l'évaluation des incidences, qu'il s'agisse de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou de l'étude d'incidences, identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects, à court, à moyen et à long terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur :

1° l'homme, la faune et la flore;

2° le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;

3° les biens matériels et le patrimoine culturel;

4° l'interaction entre les facteurs visés aux 1°, 2° et 3°, du présent alinéa.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

Lorsqu'il détermine les projets soumis à étude d'incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents suivants :

1° les caractéristiques des projets susvisés doivent être considérées notamment par rapport :

- à la dimension du projet;

- au cumul avec d'autres projets;

- à l'utilisation des ressources naturelles;

- à la production de déchets;

- à la pollution et aux nuisances;

- au risque d'accidents, eu égard notamment aux substances ou aux technologies mises en œuvre;

2° la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant en compte :

- l'occupation des sols existants;

- la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone;

- la capacité de charge de l'environnement naturel;

3° les incidences notables qu'un projet pourrait avoir doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux 1° et 2°, notamment par rapport à :

- l'étendue de l'impact (zone géographique et importance de la population affectée);

- la nature transfrontière de l'impact;

- l'ampleur et la complexité de l'impact;

- la probabilité de l'impact;

- la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact.

§ 3. Sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement :

1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au paragraphe 2;

2° les demandes visées au paragraphe 2 qui répondent aux conditions visées au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° les demandes de permis relatives à des projets visés au paragraphe 2 et qui répondent aux conditions visées à l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 4. Lorsque la demande de permis répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50 du CWATUP, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande a dispense de la réalisation d'une étude d'incidences soumise aux dispositions du présent chapitre, pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal ».

Article 68 :

« Lorsqu'une demande de permis fait l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande examine à cette occasion, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article 66, § 2, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si elle constate que tel est le cas, elle en informe le demandeur en même temps qu'elle lui communique que le dossier est complet.

Elle en informe simultanément le CWEDD en mentionnant que le dossier de demande de permis est à sa disposition et qu'à défaut d'avoir envoyé par lettre recommandée à la poste ou remis contre récépissé son avis dans les trente jours de la réception de l'information précitée, celui-ci est réputé favorable ».

Article 74 :

« § 1<sup>er</sup>. Les demandes de permis qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumises à une enquête publique.

§ 2. Les demandes de permis qui font l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sont soumises à une enquête publique :

1<sup>o</sup> lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande constate, conformément à l'article 68, que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

2<sup>o</sup> dans les autres cas, lorsque la législation qui y est applicable l'impose.

§ 3. Les enquêtes publiques visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 respectent au minimum les principes suivants :

1<sup>o</sup> le dossier de demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences sont rendus publics;

2<sup>o</sup> la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences;

3<sup>o</sup> le délai d'enquête publique est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à évaluation des incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations ».

B.2. La partie requérante invoque un moyen unique pris, d'une part, de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 23 de la Constitution et les articles 1<sup>er</sup> à 6 de la Directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et, d'autre part, de la violation de l'article 23 de la Constitution.

B.3. Dans leurs conclusions établies en application de l'article 72 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les juges-rapporteurs ont estimé qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour de répondre par un arrêt de réponse immédiate au recours en annulation exposé ci-dessus.

En effet, bien qu'il s'agisse de normes distinctes, tant les dispositions entreprises du décret du 27 mai 2004 que le moyen soulevé à leur encontre par la partie requérante sont analogues aux dispositions contestées du décret du 15 mai 2003 et aux moyens pris dans l'affaire n<sup>o</sup> 2871, qui a donné lieu à l'arrêt d'annulation n<sup>o</sup> 11/2005 du 19 janvier 2005.

B.4. Dans cet arrêt, la Cour a considéré que :

« B.5.3. Le système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement est décrit au titre II du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, modifié par décret du 15 mai 2003.

L'article 9, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret habilite le Gouvernement à arrêter les formes et le contenu minimum de la notice d'évaluation et de l'étude d'incidences. Un contenu minimum commun aux deux procédures est défini au § 3 de la disposition précitée.

En ce qui concerne la procédure proprement dite, il ressort de la combinaison de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et de l'article 11 du décret que les personnes physiques ou morales chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement réalisent une étude scientifique et doivent être agréées par le Gouvernement, selon les critères et une procédure que celui-ci détermine. La notice est réalisée par l'auteur du projet lui-même, tel que cela ressort de sa définition même, à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret du 11 septembre 1985, ainsi que de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

B.5.4. Deux autres éléments différencient la procédure d'étude de celle de la notice.

Ainsi, tandis qu'une phase de consultation du public est réalisée avant l'introduction de la demande de permis pour les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences, afin ' de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par l'auteur du projet afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences ' (article 12 du décret), une telle consultation est absente de la procédure de notice d'évaluation.

Enfin, si les demandes de permis doivent faire l'objet d'une enquête publique, que ce soit d'office, lorsqu'il s'agit d'un projet repris dans la liste fermée du Gouvernement, ou à la demande de l'autorité administrative lorsque celle-ci considère que le projet non repris dans la liste peut avoir des incidences notables sur l'environnement, la durée de l'enquête diffère en fonction des procédures. L'article 14, § 3, 2<sup>o</sup>, du décret prévoit, en effet, que la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences.

B.5.5. Si le législateur décretaal wallon a entendu se conformer au droit européen en soumettant à une enquête publique tous les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, il n'a pas invoqué de raison justifiant que, lorsque le caractère notable de ces incidences est constaté, les projets soient soumis à des procédures d'évaluation à ce point différentes selon qu'ils sont, ou non, repris dans la liste établie par le Gouvernement dans son arrêté du 4 juillet 2002.

Si l'impossibilité d'établir une liste exhaustive des projets qui doivent d'office être soumis à étude d'incidences peut être admise dans son principe (Doc., Parlement wallon, 2002-2003, n<sup>os</sup> 435/2 et 469/5, p. 5, et C.R.I., 2002-2003, n<sup>o</sup> 28, p. 88), le législateur décretaal a méconnu le principe d'égalité en établissant deux catégories de procédures dont l'une ne comporte pas des garanties de consultation et d'impartialité suffisantes.

B.6. Le moyen est fondé en sa première branche.

B.7. Dès lors que le moyen, en sa seconde branche, ne pourrait mener à une annulation plus étendue, il ne doit pas être examiné par la Cour.

B.8. Pour éviter l'insécurité juridique qui naîtrait du caractère rétroactif de l'annulation, notamment à l'égard des personnes qui ont introduit une demande de permis en se fiant à la réglementation critiquée, et afin de permettre au législateur décentralisé d'adopter une nouvelle réglementation, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées jusqu'au 31 décembre 2005 ».

B.5. Pour les mêmes raisons, le moyen unique doit être déclaré fondé en sa première branche.

B.6. Toutefois, l'article 4 du décret attaqué énonce que « le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement. Celui-ci peut établir des distinctions par article ou par disposition contenue dans un article ».

En l'absence de tout arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités d'entrée en vigueur du décret attaqué, celui-ci n'a pu produire d'effets juridiques, de telle sorte qu'il ne se justifie pas, en l'espèce, de maintenir les effets des dispositions annulées.

Par ces motifs,

la Cour

annule, dans le livre Ier du Code de l'environnement qui fait l'objet du décret de la Région wallonne du 27 mai 2004, l'article 66, §§ 2, 3 et 4, ainsi que les articles 68 et 74.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 27 avril 2005.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,

P. Martens.

## ARBITRAGEHOF

[2005/201226]

### Uittreksel uit arrest nr. 83/2005 van 27 april 2005

Rolnummer 3282

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 66, 68 en 74 van boek I van het Milieuwetboek (artikel 1 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 mei 2004), ingesteld door de v.z.w. Inter-Environnement Wallonie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, en voorzitter A. Arts, en de rechters R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 december 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 december 2004, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 66, 68 en 74 van boek I van het Milieuwetboek (artikel 1 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 mei 2004) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juli 2004) door de v.z.w. Inter-Environnement Wallonie, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd te 5000 Namen, boulevard du Nord 6.

Op 26 januari 2005 hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en E. Derycke, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen een arrest van onmiddellijk antwoord te wijzen.

(...)

#### II. *In rechte*

(...)

B.1. De in het geding zijnde bepalingen luiden :

Artikel 66 :

« § 1. Onverminderd de artikelen 42 en 50 van het 'CWATUP' en ongeacht of het gaat om de evaluatienota inzake milieueffecten of om het effectonderzoek, identificeert, beschrijft en evalueert de effectevaluatie op gepaste wijze en al naar gelang elk specifiek geval de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten, op korte, middellange en lange termijn, van de implementering en de tenuitvoerlegging van het project op :

1° de mens, de fauna en de flora;

2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen;

3° de materiële goederen en het culturele patrimonium;

4° de wisselwerking tussen de factoren bedoeld in 1°, 2° en 3°, van dit lid.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of lokalisatie aan een milieueffectonderzoek onderworpen worden.

Bij de bepaling van de aan een milieueffectonderzoek te onderwerpen projecten houdt de Regering rekening met de volgende relevante selectiecriteria :

1° de kenmerken van bovenvermelde projecten worden in overweging genomen met inachtneming van o.a. :

- de omvang van het project;

- de cumulatie met andere projecten;

- het gebruik van de natuurlijke hulpbronnen;

- de afvalproductie;

- vervuiling en hinder;

- ongevalrisico's, gezien o.a. de gebruikte stoffen of technologieën;

2° de milieugevoeligheid van de geografische gebieden die door het project kunnen worden getroffen, wordt in overweging genomen met inachtneming van :

- de bezetting van de bestaande gronden;
- de relatieve rijkdom, de kwaliteit en het regeneratievermogen van de natuurlijke hulpbronnen van het gebied;
- het belastingsvermogen van de natuurlijke omgeving;

3° de noemenswaardige effecten die een project zou kunnen hebben worden in overweging genomen op grond van de criteria bedoeld onder 1° en 2°, meer bepaald :

- de reikwijdte van het effect (geografisch gebied en omvang van de getroffen bevolking);
- het grensoverschrijdende karakter van het effect;
- de reikwijdte en de complexiteit van het effect;
- de kans op een effect;
- de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van het effect.

§ 3. Er wordt een evaluatienota inzake milieueffecten vereist :

1° voor vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet in § 2 bedoeld worden;

2° de in § 2 bedoelde aanvragen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 4, eerste lid;

3° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die in § 2 bedoeld worden en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 4. Als de vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van een plan van aanleg dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een effectonderzoek overeenkomstig artikel 42 of 50 van het 'CWATUP', legt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, geen effectonderzoek op zoals voorgeschreven in de bepalingen van dit hoofdstuk, voorzover het effectonderzoek dat aan de aanneming van het plan voorafgaat de gezamenlijke gegevens bevat die vereist zouden worden voor het effectonderzoek betreffende de aanvraag.

Als de voorwaarden van het eerste lid niet vervuld zijn, kan het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag uitgaan van de nuttige gegevens die ingezameld werden tijdens het (de) effectonderzoek(en) of bij het opstellen van het milieueffectrapport vóór de aanneming van een plan van aanleg, een gemeentelijk plan van aanleg, een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk structuurplan ».

Artikel 68 :

« Als een vergunningsaanvraag het voorwerp uitmaakt van een evaluatienota inzake milieueffecten, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, op grond van die evaluatie en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel 66, § 2, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben. Als ze vaststelt dat zulks het geval is, geeft ze de aanvrager kennis daarvan wanneer ze hem meedeelt dat het dossier volledig is.

Tegelijkertijd geeft ze de 'CWEDD' kennis daarvan en laat ze hem weten dat hij inzage kan nemen van het aanvraagdossier en dat zijn advies geacht wordt gunstig te zijn als het niet binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs toegezonden wordt ».

Artikel 74 :

« § 1. De vergunningsaanvragen die het voorwerp van een effectonderzoek uitmaken, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen.

§ 2. De vergunningsaanvragen die het voorwerp zijn van een evaluatienota inzake milieueffecten, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen :

1° als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, overeenkomstig artikel 68 vaststelt dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;

2° in de andere gevallen, als de desbetreffende wetgeving het oplegt.

§ 3. De openbare onderzoeken bedoeld in de §§ 1 en 2 nemen hoe dan ook de volgende beginselen in acht :

1° het dossier van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de evaluatienota inzake milieueffecten of het effectonderzoek wordt bekendgemaakt;

2° het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen voor projecten onderworpen aan een korte uiteenzetting van de evaluatie en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een effectonderzoek;

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Voor de aan een effectevaluatie onderworpen projecten kan de Regering bijkomende regels opleggen naast die waarin andere wetten, decreten of besluiten voorzien voor een openbaar onderzoek.

De Regering kan regels voor de organisatie van het openbaar onderzoek opleggen als de overheid die voor de organisatie instaat haar verplichtingen niet nakomt ».

B.2. De verzoekende partij voert een enig middel aan dat is afgeleid uit, enerzijds, de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23 ervan en met de artikelen 1 tot 6 van de Richtlijn 85/337/EEG betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, en, anderzijds, de schending van artikel 23 van de Grondwet.

B.3. In hun conclusies die werden opgesteld met toepassing van artikel 72 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, hebben de rechters-verslaggevers geoordeeld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht het Hof voor te stellen op het bovenvermelde beroep tot vernietiging te antwoorden met een arrest van onmiddellijk antwoord.

Hoewel het gaat om verschillende normen, komen zowel de bestreden bepalingen van het decreet van 27 mei 2004 als het middel dat de verzoekende partij tegen die bepalingen heeft aangevoerd, immers overeen met de aangevochten bepalingen van het decreet van 15 mei 2003 en de middelen die zijn aangevoerd in de zaak nr. 2871, die aanleiding heeft gegeven tot het vernietigingsarrest nr. 11/2005 van 19 januari 2005.

B.4. In dat arrest heeft het Hof als volgt geoordeeld :

« B.5.3. Het systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van projecten is beschreven in titel II van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003.

Bij artikel 9, §§ 1 en 2, van het decreet wordt de Regering gemachtigd de vorm en de minimale inhoud te bepalen van de evaluatienota en van het milieueffectrapport. Een voor beide procedures gemeenschappelijke minimuminhoud ligt vast in § 3 van de voormelde bepaling.

Wat de eigenlijke procedure betreft, blijkt uit de combinatie van artikel 1, 6°, en artikel 11 van het decreet dat de natuurlijke personen of rechtspersonen die belast zijn met het opstellen van de milieueffectrapporten, een wetenschappelijk onderzoek uitvoeren en door de Regering moeten worden erkend, volgens de criteria en een procedure die zij vaststelt. De nota wordt opgesteld door de auteur van het project zelf, zoals blijkt uit de definitie ervan in artikel 1, 5°, van het decreet van 11 september 1985 en uit de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

B.5.4. Twee andere elementen onderscheiden de procedure van het milieueffectrapport van die van de evaluatienota.

Terwijl, voor de projecten die aan een milieueffectrapport onderworpen zijn, de bevolking wordt geraadpleegd vóór de indiening van de vergunningsaanvraag, 'om te wijzen op specifieke punten die zouden kunnen worden aangesneden in het effectonderzoek, en om alternatieven voor te leggen die de auteur van het project redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen bij de uitvoering van het effectonderzoek' (artikel 12 van het decreet), ontbreekt zulk een raadpleging in de procedure van de evaluatienota.

Indien ten slotte de vergunningsaanvragen aan een openbaar onderzoek moeten worden onderworpen, ongeacht of dat ambtshalve gebeurt wanneer het gaat om een project dat is opgenomen in de gesloten lijst van de Regering, dan wel op verzoek van de administratieve overheid wanneer die van mening is dat het project dat niet in de lijst is opgenomen aanzienlijke milieueffecten kan hebben, verschilt de duur van het openbaar onderzoek naar gelang van de procedure. Artikel 14, § 3, 2°, van het decreet bepaalt immers dat het openbaar onderzoek vijftien dagen duurt voor projecten onderworpen aan een evaluatienota en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een milieueffectrapport.

B.5.5. Ook al heeft de Waalse decreetgever zich willen conformeren aan het Europees recht door alle projecten die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben aan een openbaar onderzoek te onderwerpen, toch heeft hij geen reden aangevoerd ter verantwoording van het feit dat, wanneer wordt vastgesteld dat die milieueffecten aanzienlijk zijn, de projecten aan dermate verschillende beoordelingsprocedures worden onderworpen naargelang zij al dan niet zijn opgenomen in de lijst die de Regering heeft vastgesteld in haar besluit van 4 juli 2002.

Hoewel in principe kan worden aangenomen dat het onmogelijk is een exhaustieve lijst op te stellen van de projecten die ambtshalve aan een milieueffectrapport moeten worden onderworpen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2002-2003, nrs. 435/2 en 469/5, p. 5, en *Hand.* 2002-2003, nr. 28, p. 88), heeft de decreetgever het gelijkheidsbeginsel geschonden door twee categorieën van procedures vast te stellen waarvan één onvoldoende waarborgen biedt op het vlak van raadpleging en onpartijdigheid.

B.6. Het eerste onderdeel van het middel is gegrond.

B.7. Aangezien het tweede onderdeel van het middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, dient het niet door het Hof te worden onderzocht.

B.8. Om de rechtsonzekerheid die kan voortvloeien uit de terugwerking van de vernietiging, te vermijden, meer bepaald voor de personen die op grond van de bekritiseerde reglementering een vergunningsaanvraag hebben ingediend, en om de decreetgever in staat te stellen een nieuwe reglementering aan te nemen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd tot 31 december 2005 ».

B.5. Om dezelfde redenen dient het eerste onderdeel van het enige middel gegrond te worden verklaard.

B.6. Artikel 4 van het bestreden decreet bepaalt evenwel dat « dit decreet [...] in werking [treedt] op de door de Regering bepaalde datum. De Regering kan een afzonderlijke datum van inwerkingtreding vastleggen per artikel of per bepaling van een artikel ».

Door het ontbreken van een besluit van de Waalse Regering waarbij de modaliteiten voor de inwerkingtreding van het bestreden decreet worden vastgelegd, kon dat decreet geen rechtsgevolgen hebben en kan bijgevolg te dezen niet worden verantwoord dat de gevolgen van de vernietigde bepalingen worden gehandhaafd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt in boek I van het Milieuwetboek, dat het voorwerp uitmaakt van het decreet van het Waalse Gewest van 27 mei 2004, artikel 66, § 2, 3 en 4, alsook de artikelen 68 en 74.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 27 april 2005.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,

P. Martens.

## SCHIEDSHOF

[2005/201226]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 83/2005 vom 27. April 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 3282

*In Sachen:* Klage auf Nichtigklärung der Artikel 66, 68 und 74 von Buch I des Umweltgesetzbuches (Artikel 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004), erhoben von der VoE Inter-Environnement Wallonie.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, und dem Vorsitzenden A. Arts, und den Richtern R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, J.-P. Snappe und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. Dezember 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. Dezember 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Inter-Environnement Wallonie, mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, boulevard du Nord 6, Klage auf Nichtigklärung der Artikel 66, 68 und 74 von Buch I des Umweltgesetzbuches (Artikel 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004) (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juli 2004).

Am 26. Januar 2005 haben die referierenden Richter R. Henneuse und E. Derycke in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof den Hof davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, vorzuschlagen, ein Urteil in unverzüglicher Beantwortung zu verkünden.

(...)

## II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die fraglichen Bestimmungen lauten:

Artikel 66:

«§ 1. Unbeschadet der Artikeln 42 und 50 des CWATUP identifiziert, beschreibt und beurteilt die Bewertung über die Umweltverträglichkeit, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsprüfung handelt, den Umständen entsprechend und unter Berücksichtigung eines jeden Sonderfalls kurz-, mittel- oder langfristig die mittelbaren und unmittelbaren Auswirkungen der Ansiedlung und der Durchführung des Projekts auf:

- 1° den Menschen, die Fauna und die Flora;
- 2° Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft;
- 3° die materiellen Güter und das Kulturerbe;
- 4° die Wechselwirkung zwischen den in den Punkten 1°, 2° und 3° des vorliegenden Absatzes erwähnten Faktoren.

§ 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihrem Umfang oder ihrem Standort beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können und einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Bei der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte berücksichtigt die Regierung folgende relevante Auswahlkriterien:

1° Die Eigenschaften der oben erwähnten Projekte müssen insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten berücksichtigt werden:

- der Umfang des Projekts;
- die Anhäufung mit anderen Projekten;
- die Benutzung der Naturschätze;
- die Abfallerzeugung;
- die Umweltverschmutzung und Belastungen;
- die Unfallgefahren, insbesondere in Anbetracht der eingesetzten Substanzen oder Technologien;

2° Die Umweltempfindlichkeit der geographischen Zonen, die durch das Projekt geschädigt werden können, muß in Betracht gezogen werden, und zwar unter Berücksichtigung:

- der Benutzung des vorhandenen Bodens;
- des verhältnismäßigen Reichtums, der Qualität und der Regenerationsfähigkeit der Naturschätze der Zone;
- der Umweltbelastbarkeit der natürlichen Umwelt.

3° Die beachtlichen Auswirkungen, die ein Projekt verursachen könnte, müssen unter Berücksichtigung der in den Punkten 1 und 2 angeführten Kriterien in Betracht gezogen werden, insbesondere im Verhältnis zu:

- dem Ausmaß der Auswirkung (geographische Zone und Ausmaß der betroffenen Bevölkerung);
- dem grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkung;
- dem Umfang und der Komplexität der Auswirkung;
- der Wahrscheinlichkeit der Auswirkung;
- der Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkung.

§ 3. Folgende Anträge unterliegen einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit:

- 1° die Genehmigungsanträge bezüglich der Projekte, die nicht in § 2 erwähnt werden;
- 2° die in § 2 erwähnten Anträge, die die in § 4, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllen;
- 3° die Genehmigungsanträge bezüglich der in § 2 erwähnten Projekte, die die in Artikel 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 4. Wenn der Genehmigungsantrag mit den Vorschriften eines Raumordnungsplans übereinstimmt, der gemäß den Artikeln 42 oder 50 des CWATUP einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wurde, dispensiert die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde diesen Antrag von der Durchführung einer den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels unterliegenden Umweltverträglichkeitsprüfung, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Antrag gefordert würden.

Werden die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Genehmigungsantrag insbesondere auf den nützlichen Auskünften beruhen, die bei der(den) Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder dem vorher anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, des Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines Entwicklungsplans des kommunalen Raums durchgeführten Umweltverträglichkeitsbericht erhalten wurden».

Artikel 68:

«Wenn ein Genehmigungsantrag Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit ist, überprüft die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde zu diesem Anlaß insbesondere in Anbetracht der Notiz und unter Berücksichtigung der in Artikel 66, § 2 erwähnten einschlägigen Auswahlkriterien, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann. Wenn sie feststellt, daß dies der Fall ist, setzt sie den Antragsteller davon in Kenntnis und übermittelt ihm gleichzeitig die vollständige Akte.

Sie informiert gleichzeitig den CWEDD, indem sie angibt, daß die Akte des Genehmigungsantrags ihm zur Verfügung steht und daß sein Gutachten als günstig betrachtet wird, falls er es nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Information per Einschreiben bei der Post eingesandt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt hat».

Artikel 74:

«§ 1. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung.

§ 2. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung:

1° wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde gemäß Artikel 68 feststellt, daß das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;

2° in den anderen Fällen, wenn die Gesetzgebung, die darauf anwendbar ist, es erfordert.

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten öffentlichen Untersuchungen beachten mindestens folgende Grundsätze:

1° die Akte des Genehmigungsantrags, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;

2° für die einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte wird die Dauer der öffentlichen Untersuchung auf fünfzehn Tage und für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte wird sie auf dreißig Tage festgelegt;

3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die Regierung kann für die einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegenden Projekte zusätzliche Regeln für die öffentliche Untersuchung zu den durch andere Gesetze, Dekrete und Erlasse vorgesehenen Regeln vorsehen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung eingeleitet wird, wenn die mit der Organisierung dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt».

B.2. Die klagende Partei macht einen einzigen Klagegrund geltend, der einerseits aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit deren Artikel 23 sowie mit den Artikeln 1 bis 6 der Richtlinie 85/337/EWG über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, und andererseits aus einem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung abgeleitet ist.

B.3. In ihren Schlußfolgerungen gemäß Artikel 72 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof haben die referierenden Richter den Standpunkt vertreten, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem Hof vorzuschlagen, mit einem in unverzüglicher Beantwortung ergangenen Urteil über die obengenannte Nichtigkeitsklage zu befinden.

Wenngleich es sich um unterschiedliche Rechtsnormen handelt, entsprechen nämlich sowohl die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets vom 27. Mai 2004 als auch der von der klagenden Partei gegen diese Bestimmungen vorgebrachte Klagegrund den angefochtenen Bestimmungen des Dekrets vom 15. Mai 2003 und den vorgebrachten Klagegründen in der Rechtssache Nr. 2871, die zum Nichtigkeitsurteil Nr. 11/2005 vom 19. Januar 2005 geführt hat.

B.4. Im besagten Urteil hat der Hof folgendes erkannt:

«B.5.3. Das System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte ist in Titel II des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, das durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeändert wurde, beschrieben.

Artikel 9 § 1 und 2 des Dekrets ermächtigt die Regierung, die Form und den Mindestinhalt der Bewertungsnotiz und der Umweltverträglichkeitsprüfung festzulegen. Ein beiden Verfahren gemeinsamer Mindestinhalt ist in § 3 der obenerwähnten Bestimmung beschrieben.

Hinsichtlich des eigentlichen Verfahrens geht aus der Verbindung von Artikel 1 Nr. 6 mit Artikel 11 des Dekrets hervor, daß die natürlichen oder juristischen Personen, die mit der Erstellung von Umweltverträglichkeitsprüfungen beauftragt sind, eine wissenschaftliche Untersuchung durchführen und von der Regierung anerkannt sein müssen, und zwar nach Kriterien und einem Verfahren, die diese festlegt. Die Bewertungsnotiz wird vom Projektautor selbst erstellt, wie aus seiner eigentlichen Definition in Artikel 1 Nr. 5 des Dekrets vom 11. September 1985 sowie der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region hervorgeht.

B.5.4. Zwei weitere Elemente unterscheiden das Verfahren der Umweltverträglichkeitsprüfung von demjenigen der Bewertungsnotiz.

Während eine Phase zur Befragung der Öffentlichkeit vor dem Einreichen des Antrags auf Genehmigung von Projekten, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, einzuhalten ist, und zwar mit dem Zweck, 'die speziellen Punkte, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben und Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise von dem Projektautor in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden' (Artikel 12 des Dekrets), ist eine solche Befragung nämlich im Verfahren der Bewertungsnotiz nicht vorgesehen.

Die Anträge auf Genehmigung müssen zwar Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung sein, sei es von Amts wegen, wenn es sich um ein in der abgeschlossenen Liste der Regierung vorgesehenes Projekt handelt, oder auf Antrag der Verwaltungsbehörde, wenn diese der Auffassung ist, daß ein nicht in der Liste angeführtes Projekt möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt hat, doch die Dauer der Untersuchung ist je nach Verfahren unterschiedlich. Artikel 14 § 3 Nr. 2 des Dekrets sieht nämlich vor, daß die Dauer der öffentlichen Untersuchung fünfzehn Tage beträgt für Projekte, die einer Bewertungsnotiz unterliegen, und dreißig Tage für Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

B.5.5. Der wallonische Dekretgeber wollte zwar das europäische Recht einhalten, indem er alle Projekte, die möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, einer öffentlichen Untersuchung unterzieht, doch er hat keinen Grund angeführt, um zu rechtfertigen, daß die Projekte, wenn festgestellt wird, daß ihre Auswirkungen auf die Umwelt erheblich sind, derart unterschiedlichen Bewertungsverfahren unterliegen, je nachdem, ob sie in der von der Regierung in ihrem Erlaß vom 4. Juli 2002 festgelegten Liste angeführt sind oder nicht.

Es kann zwar grundsätzlich angenommen werden, daß es unmöglich ist, eine erschöpfende Liste der Projekte aufzustellen, die von Amts wegen einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2002-2003, Nrn. 435/2 und 469/5, S. 5, und *Ausf. Ber.*, 2002-2003, Nr. 28, S. 88), doch der Dekretgeber hat den Gleichheitsgrundsatz mißachtet, indem er zwei Kategorien von Verfahren festgelegt hat, von denen eines keine ausreichenden Garantien hinsichtlich der Befragung und der Unparteilichkeit beinhaltet.

B.6. Der erste Teil des Klagegrunds ist begründet.

B.7. Da der zweite Teil des Klagegrunds nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen kann, braucht er nicht vom Hof geprüft zu werden.

B.8. Damit die Rechtsunsicherheit vermieden wird, die sich aus der Rückwirkung der Nichtigerklärung ergeben würde, insbesondere für die Personen, die aufgrund der beanstandeten Regelung einen Genehmigungsantrag eingereicht haben, und damit der Dekretgeber in die Lage versetzt wird, eine neue Regelung anzunehmen, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Dezember 2005 aufrechtzuerhalten».

B.5. Aus denselben Gründen ist der erste Teil des einzigen Klagegrunds für begründet zu erklären.

B.6. Artikel 4 des angefochtenen Dekrets bestimmt jedoch, daß «das [...] Dekret [...] an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft [tritt]. Die Regierung kann je Artikel oder je in einem Artikel enthaltene Bestimmung unterschiedliche Daten festlegen».

Wegen des Nichtvorhandenseins eines Erlasses der Wallonischen Regierung, durch den die Modalitäten des Inkrafttretens des angefochtenen Dekrets festgelegt werden, konnte dieses Dekret keine Rechtsfolgen zeitigen und ist demzufolge die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen im vorliegenden Fall nicht zu rechtfertigen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Buch I des Umweltgesetzbuches, das den Gegenstand des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004 bildet, Artikel 66 § 2, 3 und 4 sowie die Artikel 68 und 74 für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. April 2005.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,  
P. Martens.

**COMMISSION BANCAIRE, FINANCIERE  
ET DES ASSURANCES**

[C – 2005/03496]

**3 MAI 2005. — Arrêté de la Commission bancaire, financière et des Assurances créant la liste des spécialistes en dérivés ressortant d'un droit étranger et offrant des services en Belgique sans implantation**

La Commission bancaire, financière et des Assurances,

Vu l'article 5 de l'arrêté royal du 28 janvier 2004 relatif au statut des spécialistes en dérivés en vertu duquel la Commission bancaire, financière et des Assurances établit la liste des spécialistes en dérivés qui ressortent d'un droit étranger et qui offrent des services en Belgique sans implantation;

Considérant que les sociétés Intal B.V., Newtrade Derivatives I B.V., Flow Traders B.V., Derivatives Traders Amsterdam B.V., Fortis (GSLA) B.V., Madron B.V., M.A. en J.M. Damsté Beheer B.V., Agrigento Bassa B.V., Centercross B.V. et Starmark Trading Ltd ont notifié à la Commission bancaire, financière et des Assurances leur intention d'effectuer des services en Belgique conformément aux conditions énoncés à l'article 19 de l'arrêté royal du 28 janvier 2004 relatif au statut des spécialistes en dérivés,

Arrête :

La liste des spécialistes en dérivés qui ressortent d'un droit étranger et offrant des services en Belgique sans implantation est établie et les sociétés Intal B.V., Newtrade Derivatives I B.V., Flow Traders B.V., Derivatives Traders Amsterdam B.V., Fortis (GSLA) B.V., Madron B.V., M.A. en J.M. Damsté Beheer B.V., Agrigento Bassa B.V., Centercross B.V. sont insérées dans la rubrique des sociétés relevant du droit des Pays-Bas et Starmark Trading Ltd. est insérée dans la rubrique des sociétés relevant du droit du Royaume Uni.

Bruxelles, le 3 mai 2005.

Le Président,  
E. WYMEERSCH.

**COMMISSIE VOOR HET BANK-, FINANCIE-  
EN ASSURANTIEWEZEN**

[C – 2005/03496]

**3 MEI 2005. — Besluit van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen tot opmaak van de lijst van de derivatenspecialisten die onder vreemd recht ressorteren en die diensten in België verlenen zonder vestiging**

De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen,

Gelet op artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 januari 2004 houdende het statuut van de derivatenspecialisten krachtens hetwelk de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen de lijst opmaakt voor de derivatenspecialisten die onder vreemd recht ressorteren en die diensten in België verlenen zonder vestiging;

Overwegende dat de vennootschappen Intal B.V., Newtrade Derivatives I B.V., Flow Traders B.V., Derivatives Traders Amsterdam B.V., Fortis (GSLA) B.V., Madron B.V., M.A. en J.M. Damsté Beheer B.V., Agrigento Bassa B.V., Centercross B.V. en Starmark Trading Ltd. overeenkomstig artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 januari 2004 houdende het statuut van de derivatenspecialisten de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen een kennisgeving hebben gedaan van hun voornemen om in België diensten als derivatenspecialist te verlenen,

Besluit :

De lijst van de derivatenspecialisten die onder vreemd recht ressorteren en die diensten in België verlenen zonder vestiging, wordt opgemaakt en de vennootschappen Intal B.V., Newtrade Derivatives I B.V., Flow Traders B.V., Derivatives Traders Amsterdam B.V., Fortis (GSLA) B.V., Madron B.V., M.A. en J.M. Damsté Beheer B.V., Agrigento Bassa B.V., Centercross B.V. worden toegevoegd in de rubriek van de vennootschappen die ressorteren onder het recht van Nederland, en de vennootschap Starmark Trading Ltd. aan de rubriek van de vennootschappen die ressorteren onder het recht van het Verenigd Koninkrijk.

Brussel, 3 mei 2005.

De Voorzitter,  
E. WYMEERSCH.